

## « Quelle Université rattraperait le décalage entre la théorie et la pratique ? »

Une interview de Bruno LATOUR,  
*directeur scientifique de Sciences Po Paris*

AVEC NOTRE VOLONTÉ D'EXPLORER DANS LE DÉTAIL LA DIMENSION D'INNOVATION DE L'APPRENTISSAGE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, nous ne pouvons pas ne pas rencontrer Bruno Latour dont les travaux trouvent leur origine et tirent leur originalité, depuis son livre *La vie de laboratoire* en 1979, dans l'étude de terrain.

En partageant pendant deux ans le quotidien de chercheurs réunis autour du futur Nobel de médecine Roger Guillemin, Bruno Latour avait pu mesurer l'incroyable décalage entre la pratique de production de la vérité scientifique et la purification affichée par la philosophie des sciences. Un décalage qui, en s'étendant, a fini par engendrer un modèle universitaire complètement dépassé et déconnecté du monde.

Grand pourfendeur de l'Université française mais ardent moraliste qui sait le tort que sa génération a causé aux institutions, Bruno Latour a récemment choisi Sciences Po Paris pour y mettre en œuvre une philosophie pragmatiste, participer au mouvement mondial de redéfinition des sciences sociales et lancer le chantier d'une école des arts politiques. Dans cette école, il continuera de déployer des dispositifs pédagogiques comme autant de travaux pratiques qu'il a déjà mis en circulation à Lausanne, au MIT, à Oxford, à Manchester et à l'Ecole des Mines. Poussé par son professeur, l'élève s'engage dans des controverses, conduit des entretiens et fabrique des objets. Sur cette voie, Bruno Latour osera-t-il l'apprentissage ?

*Dans vos entretiens avec François EWALD, vous vous présentez comme un agrégé de philosophie qui s'est « converti » aux méthodes de terrain empiriques. Pouvez-vous rappeler ce moment de votre formation ?*

A DIJON, DANS UNE UNIVERSITÉ DE PROVINCE, j'ai bénéficié d'une excellente éducation qui cependant manquait terriblement de relations avec le terrain. J'y ai appris la grande tradition philosophique de la façon la plus archaïque qui soit et qui, malheureusement, est en train de disparaître car les élèves n'ont plus le temps de lire longuement. Elle consiste à passer une année sur un livre important d'un grand penseur de l'humanité : une année sur la Métaphysique d'Aristote, une année sur Hegel, une autre sur Nietzsche... Je vous parle d'une Université qui n'existe plus, qui dispensait peu de cours, laissait beaucoup de temps libre pour un énorme travail non point en bibliothèque, puisque les bibliothèques universitaires n'avaient pas encore été développées, mais sur quelques livres.

Ce mode d'éducation ne préparait bien évidemment pas à la découverte de l'anthropologie et des sciences sociales, encore moins à l'arrivée en Afrique, comme jeune coopérant avec femme et enfant. Il y a donc eu un choc entre deux types d'éducation très différents : une formation ancienne mais excellente, et une formation sur le tas, à un très bon moment des sciences sociales en Afrique, au contact de chercheurs en anthropologie, en économie sociale et en ethnologie. C'est là que j'ai appris mon métier.

Par la suite, j'ai gardé ce double ADN et j'ai essayé de maintenir jusque dans mes travaux d'écriture, à travers des formules, des formats, des styles, une circulation entre la dimension théorique et le terrain.

*Vous allez ensuite changer assez rapidement de terrain pour vous installer dans un des plus beaux endroits du monde, à la Jolla en Californie, et partager pendant deux ans la vie quotidienne des chercheurs du laboratoire du Professeur Roger Guillemin qui obtiendra le Prix Nobel de Médecine en 1978. Est-ce à ce moment-là que vous élaborez votre programme de recherches avec ce premier livre *La vie de laboratoire, la production des faits scientifiques* ?*

OUI, ET C'EST UN PROGRAMME QUE J'AI SUIVI AVEC UNE TOTALE FIDÉLITÉ puisque je suis aujourd'hui encore en train de comparer des modes de production de types de vérité différents. En réalité, je l'avais déjà entamé avec d'une part, ma thèse en exégèse biblique qui, du point de vue historique, est la mère des sciences occidentales et, d'autre part, l'exploration d'un terrain qui n'était guère spectaculaire puisqu'il s'agissait des entreprises de Côte d'Ivoire. A cette occasion, je me suis aperçu qu'il n'était pas impossible d'appliquer des méthodes ethnographiques à cette autre vérité qui était sur mon chemin, déjà répertoriée dans la liste des choses à cocher, la vérité scientifique. J'ai alors eu la chance, grâce à une série de bourses, de me retrouver dans un endroit effectivement très beau et en compagnie d'une personnalité remarquable, Roger Guillemin, avec qui je me suis lié d'une amitié qui a résisté au fait que je l'ai étudié ! C'est dans son laboratoire du Salk Institute que je me suis lancé, avec beaucoup d'autres, dans le domaine des *Science studies* mais toujours avec l'idée de prendre en compte d'autres régimes de vérité à côté de la vérité scientifique.

A mon retour d'Amérique, j'ai rejoint l'Ecole des Mines pour me pencher sur ce que j'appelle, d'un terme emprunté à la linguistique, les conditions de félicité de la technique. Façon de dire que la technique est, à mon sens, un autre régime de vérité ou, comme je le dirais aujourd'hui, un autre mode d'existence. D'ailleurs, de tous mes livres, celui que je préfère est *Aramis ou l'amour des techniques*, sur l'évolution d'un projet technique qui tente de rendre un terrain plein de détails et de proposer un traitement théorique qui consiste à prendre l'amour des techniques au sérieux.

J'ai toujours toute une série de modes d'existence en réserve. Tardivement, j'ai étudié le Droit que j'aurais pu rencontrer plus tôt du fait de ses particularités. Il ne m'en manquait plus qu'un, qui était l'organisation, et maintenant je le fais en étant moi-même organisateur.

*Diriez-vous que vous avez eu de la chance dans le choix de vos sujets de recherche qui vous ont permis d'être synchrone avec un monde qui passait de la colonisation à la globalisation et du socialisme à l'écologie politique ?*

JE PENSE QU'UN BON CHERCHEUR EST TOUJOURS UN CHERCHEUR CHANCEUX. Il y a des occasions. J'ai eu une chance énorme d'être en Afrique au début des années 70 pour observer, un peu comme une drosophile, l'impérialisme, puisque la Côte d'Ivoire était un de ces pays où le nombre de colons augmentait après l'indépendance ! Evidemment, j'ai aussi eu la chance d'être en Californie alors que cet Etat était encore extraordinairement innovant, notamment du point de vue politique. Etre sur la bonne archive, au bon endroit, au bon moment, c'est important pour un chercheur. Mais là où j'ai eu un peu plus que de la chance, c'est en contribuant à créer le domaine des *Science studies* où nous avons retissé les liens entre les sciences et la société, juste au moment où le thème de la globalisation et surtout celui de l'écologie politique devenaient les thèmes majeurs de la vie publique. Là, c'est une véritable coïncidence que nous avons provoquée en faisant entrer la nature en politique et en faisant de ce que j'appelle les non-humains le grand problème politique.

Pour que ce soit possible, il fallait étudier l'opérateur de médiation que sont les producteurs de savoir. Si on ne met pas en lumière la façon de produire des chercheurs, c'est-à-dire tout ce qui a été développé par les *Science studies*, l'écologie politique reste une série d'opinions sans beaucoup de prises puisque toutes les questions portées par l'écologie politique sont aujourd'hui médiées par des chercheurs. On a donc approfondi un problème qui est devenu très populaire dans les médias et la conscience politique. Bizarrement, dans l'Université, les *Science studies* restent complètement marginales. Il y a un tel décalage entre le monde académique et l'évidence politique et pratique de l'ensemble du monde qu'on ne peut pas dire que nous ayons eu de la chance. Nous avons raison contre une façon d'appréhender les sciences qui continue à avoir 60 ans de retard. On l'a clairement vu récemment avec la crise de l'Université. Il n'y a plus que des universitaires pour s'étonner que l'association des humains et des non-humains soit la grande question sociologique et politique actuelle.

*Pouvez-vous préciser ce qu'est le monde pour vous et le rôle que peut y jouer l'Université ?*

LA QUESTION EST UN PEU VASTE ! Le monde est rempli de problèmes, le monde est fait de problèmes. L'expression que j'utilise, c'est *souci*, en anglais, *matters of concerns*, par opposition à *matters of fact*. A partir du XVII<sup>e</sup> siècle, le modernisme s'est imposé comme théorie de ce qui se passe : on avancerait dans le temps ! C'est la théorie d'un monde dédoublé entre une conscience humaine d'un côté et des *matters of fact* de l'autre. C'est ce qui m'a frappé dès le début dans le laboratoire de Guillemin. Il n'y a aucune espèce de rapport entre la philosophie des sciences que les savants affichent et la pratique de production de la vérité scientifique. Du point de vue anthropologique, nous pouvons observer un décalage complet entre la façon dont les modernes pensent ce qui leur arrive et ce qui leur arrive. La question n'est pas tant qu'il y ait des intellectuels et des praticiens, mais qu'il y ait, pour les Occidentaux et surtout pour les modernes, une différence entre la théorie et la pratique qui n'existe ni chez les Indiens, ni chez les Chinois. Mais comme nous n'avons jamais été modernes, cela n'a aucune influence sur les pratiques.

Tout cela a constitué pour moi une révélation assez intéressante à partir de laquelle j'ai essayé de faire une anthropologie un peu plus générale. Dans les affaires modernes, il faut toujours regarder la différence entre théorie et pratique ! Au niveau de la théorie, il y a une purification des valeurs, une

Le monde n'est  
en aucun cas  
un ensemble  
d'objets froids  
et plats auxquels  
on aurait rajouté  
une conscience  
humaine.

*L'Université comme  
institution, est-elle pour  
vous un non-humain ?*

*Comment voyez-vous  
« l'entreprise » en regard  
de ces considérations  
sur l'institution ?*

conscience humaine et, au niveau de la pratique, les gens font absolument le contraire. Les modernes sont ceux qui, par l'industrie, par l'entreprise, par le machinisme, par l'impérialisme ont mélangé à des échelles absolument hallucinantes les valeurs, les non-humains, les techniques et les arts. C'est de ce mélange dont je veux rendre compte et ne pas m'en tenir aux deux versions opposées auxquelles le réduisent les modernes.

Ce que j'appelle le monde est donc rempli de *matters of concerns*, de soucis, de controverses qui concernent un *collectif*, mot que j'utilise pour éviter ceux de *nature* ou de *société*, qui brasse, de façon toujours différente et à des échelles toujours agrandies, des problèmes de construction, des cosmogrammes, ce qui me permet de réintroduire le mot de *cosmos*, c'est-à-dire le mélange d'évidence physique et de valeurs. Car *cosmos*, c'est aussi le bon arrangement, le bien composé. Donc voilà le monde qui n'est en aucun cas un ensemble d'objets froids et plats auxquels on aurait rajouté une conscience humaine.

Alors, maintenant, quelle est l'Université, l'institution qui rattraperait ce retard entre la théorie et la pratique? Je n'en ai pas la moindre idée. D'ailleurs, n'employons pas le mot de « retard » qui est lui-même moderniste, mais celui de « décalage » entre ce qui est arrivé à l'Université depuis 100 ans et ce qui est arrivé au monde depuis 100 ans! Car l'Université comme mode d'organisation du savoir, de production du savoir est probablement une institution complètement obsolète. Je n'ai pas beaucoup d'idées là-dessus, sinon que je la pratique tous les jours. Mais ça, c'est un autre problème!

LES INSTITUTIONS, LES NON-HUMAINS SONT D'UNE IMPORTANCE EXTRÊME et extrêmement peu considérés. La difficulté est de penser la notion d'institution positivement. Ma génération n'a pas particulièrement brillé en la matière puisqu'elle a considéré qu'il convenait de se débarrasser des institutions. Le résultat est que nous avons laissé des ruines derrière nous, en particulier celles de l'Université, parce que c'est le principe-même de l'institution qui a été évincé de la pensée, comme l'a fortement souligné Pierre Legendre dont vous évoquiez le nom.

Le fondamentalisme y a répondu à sa façon. Le fondamentalisme, c'est le retour à des institutions sacrées quand les institutions ont perdu leur dimension humaine. C'est le retour de bâton de l'abandon dans lequel on a laissé l'institution.

JE M'INTÉRESSE BEAUCOUP AU DOMAINE DES ORGANISATION STUDIES et je pense que si l'institution n'a pas été respectée, ou pensée, ou agie dans la période de l'après-guerre, c'est aussi parce qu'on a beaucoup de peine à comprendre comment fonctionnent les organisations. Toujours pour les mêmes raisons d'ailleurs: on a scientifié, mécanisé, technicisé les organisations alors même que leur mode d'existence demeure mystérieux à cause du caractère fondamentalement instable, improvisé de l'organisation. Mais je suis gêné pour parler de ces questions car je n'ai pas fait de terrain moi-même et, dans ce cas, j'ai toujours du mal à sélectionner ce qui est utile de ce qui ne l'est pas.

Pouvez-vous parler  
de l'Université à large  
spectre que vous mentionnez  
dans votre article  
du Monde de février 2009,  
Universitaires encore un  
effort pour être autonomes ?

Pour moi, il y a  
un campus, c'est  
Paris. L'ensemble  
de Paris. Toutes  
ses institutions,  
ses musées, ses  
écoles d'art,  
ses écoles  
d'ingénieurs.  
La rue elle-même !

JE NE CROIS PAS À L'UNIVERSITÉ COMME TELLE. Pour moi, il y a un campus, c'est Paris. L'ensemble de Paris. Toutes ses institutions, ses musées, ses écoles d'art, ses écoles d'ingénieurs. La rue elle-même ! On peut aller d'un bout à l'autre de Paris pour prendre un cours. C'est à cette échelle-là qu'il faudrait penser les connexions. La réorganisation actuelle d'universités qui n'ont rien d'universel en PRES me semble donc un peu pathétique. Le découpage de l'institution et de ses disciplines ne me paraît pas, du fait de la rigidité des statuts, adapté à la situation. Mais l'Université est en crise en France depuis le XII<sup>e</sup> siècle !

Quand je parle d'Université à large spectre, je fais bien sûr référence à la grande tradition qui a fondé l'Université allemande, puis l'Université américaine ; cette dernière restant un modèle puisque le même élève peut y suivre des cours de musique, de physique, de biologie, de philosophie, d'art tibétain... Il n'y a pratiquement pas d'universités en France où l'on puisse le faire. Ce que je veux dire, c'est qu'il n'y a pas d'unité. Un ministère essaie d'organiser ce bazar qui n'a aucun sens. J'ai été étonné que des gens défendent dans la rue ce système indéfendable. Certains ont cru que j'avais écrit un article de soutien à Madame Péresse, ce qui n'était pas du tout le cas. On me dit qu'il est indéfendable, mais qu'on n'en a pas d'autres ! Alors qu'il suffit de voyager à l'étranger pour constater qu'il y en a d'innombrables. On n'a pas eu le courage de transformer ce système, maintenant on en a repris pour dix ans et il ne se passera plus rien. C'est une triste affaire.

C'est vraiment inouï de défendre l'autonomie universitaire en se mettant sous la dépendance d'un Etat aveugle qui a lui-même perdu son énergie, ses simples capacités de contrôle, qui a disparu en quelque sorte. Je suis un disciple de Dewey, aussi l'idée qu'on en appelle à l'intervention de l'Etat alors qu'on ne sait même pas comment l'Etat peut construire le bien public m'est apparue très bizarre. Les gens ont préféré dire, et leur calcul n'est pas forcément faux à l'heure actuelle : « *Soyons pauvres et dépendants, mais au moins statutairement défendus plutôt que d'avoir à nous organiser par nous-mêmes* ». A l'inverse, je pense que les universitaires eux-mêmes, leur administration, leur direction, sont les mieux placés pour décider avec qui ils veulent travailler. Qu'on nous laisse travailler, comme nous essayons ici de le faire à Sciences Po ! C'est une demande qu'on peut qualifier indifféremment de libérale ou d'autogestionnaire. Moi, je la considérerais plutôt comme autogestionnaire.

De toute façon, je ne crois pas que l'Université soit le modèle à imiter, mais bien plutôt à dépasser.

Au moment-même où vous publiez l'article dans Le Monde sur l'autonomie de l'Université, vous prononcez à Harvard une conférence Sphères et Réseaux : deux façons de réinterpréter la globalisation dans laquelle vous discutiez du programme idéal d'une école qui formerait architectes et urbanistes. Pouvez-vous parler de ce projet ?

Un des centres d'intérêts de cette école sera bien sûr la question des crises écologiques.

LE GRAND INVENTEUR D'UN RAPPORT ENTRE UNE PHILOSOPHIE PRAGMATISTE ET L'ÉDUCATION, c'est Dewey qui a d'ailleurs beaucoup innové en matière d'éducation. En Amérique, même s'il a disparu du point de vue de la philosophie des sciences et de la philosophie politique, il reste considéré comme un des grands philosophes de l'éducation. Il y a un lien entre pragmatisme et invention institutionnelle. Le problème c'est qu'en France, la philosophie pragmatiste a beaucoup de peine à se diffuser parce qu'elle est empirique et liée aux objets, aux *pragmata* justement.

Une de mes modestes ambitions est de créer, sous le nom d'École des Arts Politiques, une école pragmatique, pragmatiste en philosophie et pragmatique par le fait qu'elle est organisée autour des objets, et pas autour des disciplines ou des savoirs à transmettre. Nous sommes en train de discuter du bon dispositif pragmatique qui permettrait de constituer cette école. La conférence de Harvard, avec Peter Sloterdijk, était un premier effort dans ce sens et nous en avons fait un second en juin, toujours avec les gens d'Harvard mais aussi en réunissant des artistes, des intellectuels et des journalistes. L'idée de base est que placer des élèves devant un professeur, leur délivrer des cours et faire un examen ne nous semble pas être le nec plus ultra de l'éducation.

Sciences Po a déjà une école de journalisme, une école de communication, une école de droit, j'aimerais y ajouter une école d'art politique. Nous cherchons la bonne formule pour faire tourner les sciences politiques autour des *matters of concern*, faire tourner les arts autour des sciences politiques et des sciences sociales, en offrant à des étudiants la double formation en sciences sociales et en art contemporain, au sens très large du terme. Nous préparerions ainsi des hommes politiques, des collaborateurs d'ONG, des sociologues qui sentent bien que l'Université, notamment dans la façon dont elle découpe ses objets, est inadaptée à l'époque. Surtout quand ces objets touchent à l'écologie, puisqu'un des centres d'intérêts de cette école sera bien sûr la question des crises écologiques.

Cette école sera dans le prolongement des dispositifs pédagogiques que j'essaie de mettre au point depuis des années et qui répondent à cette philosophie de pragmatisme. Il ne s'agit pas de cours mais de travaux pratiques avec les professeurs qui, situés derrière les élèves, les poussent littéralement. Les élèves s'engagent dans des controverses, conduisent des entretiens, fabriquent des objets ou des sites web. Ils conçoivent l'équipement qui doit permettre à des citoyens de base de s'orienter dans des controverses techniques (voir <http://www.demoscience.org>). Ces innovations pédagogiques sont aujourd'hui animées par un réseau d'amicaux concurrents : Lausanne, MIT, Oxford, Manchester et l'École des Mines à Paris mettent en œuvre une procédure qui est désormais labellisée.

*L'Université pourrait-elle constituer une controverse dans le sens où vous venez d'utiliser ce mot ?*

IL NE FAUT PAS CONFONDRE *UNIVERSITÉ ET UNIVERSITY*. *University*, à l'étranger, ce sont pratiquement partout des entités autonomes ; il y a donc autant de différences entre Heidelberg et Berlin qu'entre Harvard et le MIT. Or, même ce problème-là, on ne peut le poser de façon pragmatique en France, aussi on s'en remet à des programmes nationaux. On sait pourtant qu'une Université n'a pas de sens au-delà de 10 000 étudiants, alors établir un programme pour des millions de personnes, c'est absurde.

*Pourquoi êtes-vous devenu un organisateur à Sciences Po ?*

JE VOULAIS COMPRENDRE CE QU'EST UNE ORGANISATION et pour cela, je devais faire du terrain, de même que quand j'ai voulu comprendre l'art contemporain, j'ai fait des expositions. C'est tout le problème de l'entrée dans le mode d'existence correspondant à ce que l'on veut étudier.

Le crédit scientifique de Sciences Po n'était pas ce qui m'attirait. Par contre, l'activité énorme de Richard Descoings et le fait qu'il soit capable de faire bouger une institution classique au point d'y imposer le système d'*affirmative action* ont éveillé mon intérêt. En faisant des expositions en Allemagne, je m'étais aperçu que l'on pouvait aussi être en rapport avec des institutions vivantes. Les Français ne savent plus que l'on peut fonctionner dans une institution où il se passe des choses qui correspondent aux idées qu'ils ont. Ce que je souhaitais, c'était occuper une position où l'on observe et agit justement sur les questions d'adaptation d'une institution à une série de changements : la globalisation, l'écologie, les sciences sociales quantifiables, etc. Pour des raisons morales également, puisque j'ai 62 ans, je voulais participer à la constitution des institutions de la génération d'après. Au détriment évidemment de mes publications. Ici, on travaille à la folie, on innove beaucoup et c'est passionnant.

*Votre passage de l'Ecole des Mines à Sciences Po n'est-il pas lisible aussi dans un mouvement de pensée qui s'est focalisé sur la pensée scientifique (Alexandre Koyré), a contribué à l'émergence de l'écologie politique (Serge Moscovici) et constate maintenant l'envahissement de la politique par les questions scientifiques ? Est-ce qu'avoir une politique des sciences n'est pas aujourd'hui absolument nécessaire ?*

SI, SAUF EN PHILOSOPHIE POLITIQUE ET EN PHILOSOPHIE DES SCIENCES. Ce sont des sujets auxquels on n'a pas le droit de toucher. J'ai publié dans la Revue Française des Sciences Politiques un article pour dire à quel point les sciences politiques avaient à voir avec les objets ; un grand professeur a immédiatement mis fin à la discussion en disant « *Circulez, il n'y a rien à voir* ». J'avais connu des réponses équivalentes quand les philosophes des sciences avaient dénoncé le fait que j'amenais la sociologie et la politique dans la science. Le thème est devenu banal, mais, ni dans le camp des politistes, ni dans celui des épistémologues nous ne trouvons les ressources intellectuelles pour le penser.

La crise de l'Université en dépend très largement. La Science reste une sorte de magistère moral avec des statuts, exactement l'idée qu'on s'en faisait au moment de la fondation de l'Académie des Sciences en 1666 ! Ici-même, à Sciences Po, on continue à faire de la philosophie politique absolument indépendamment de la révolution industrielle et de l'existence des non-humains. On en reste à des humains qui se disputent entre eux des valeurs, des élections, des normes. Ils n'ont ni cosmos, ni matérialité...

Il ne faut pas exagérer la capacité des universitaires à penser leur époque ; ce qui par ailleurs est fort compliqué. Les universitaires sont souvent en décalage par rapport à leur époque. Dans mon histoire personnelle,

après avoir essayé pendant 25 ans aux Mines, d'intéresser les ingénieurs aux politiques, aux sciences, aux sociétés, j'ai eu envie de faire l'inverse dans une institution un peu plus vivante. Il y a, à Sciences Po, 8 000 étudiants dont 40 % d'étrangers ; les intéresser aux sciences et aux techniques est un défi intéressant. Mais je peux parfaitement échouer de nouveau, et symétriquement. Après tout, ayant échoué aux Mines pendant 25 ans, je peux échouer jusqu'à ma retraite ici, en essayant de faire le contraire... Mais l'expérience m'attire suffisamment pour la tenter.

*N'auriez-vous pas préféré partir dans une université américaine puisque vous donnez déjà des conférences dans toutes celles qui comptent ?*

PARTIR NE M'INTÉRESSAIT PAS. Les universités américaines sont de très bons endroits pour les professionnels d'une discipline, pas pour les gens comme moi qui ne sont dans aucune discipline et qui veulent s'amuser aussi bien que penser. Les universitaires américains sont quand même très ennuyeux.

Les gens ne se rendent pas compte de ce que c'est que de vivre à Paris. Pourquoi les Américains veulent-ils venir chez nous ? Vous avez un petit peu ça à Londres ou à New York. Mais pas comme à Paris où il se passe quelque chose dès que vous entrez dans une bibliothèque ou dans n'importe quelle galerie d'art. Ici à Paris, il y a l'histoire de toutes les institutions. De plus, ce qui est un peu bizarre, c'est que l'échec de l'Université l'a entourée d'une multitude d'autres institutions où il se passe finalement plus de choses qu'à l'Université. Regardez, vous êtes à l'Essec et vous faites une revue sur ces questions ! Voyez le bouillon de culture qu'est Paris !

*Pourriez-vous revenir à cette question des étudiants étrangers ? Est-ce que la globalisation de certaines universités ou de certaines grandes écoles va favoriser un dialogue entre les cultures ? Pour reprendre certaines de vos expressions, a-t-on bien mesuré « l'abîme des désaccords avec les autres » ? Va-t-on « être diplomates avec les autres » ?*

L'IDÉE DE LA GLOBALISATION DES UNIVERSITÉS EST UN MYTHE COMPLET. Des standards sont étendus, c'est tout. C'est une provincialisation étendue, ce n'est pas du global. Exactement comme on dit que les prises électriques sont universelles. Elles ne le sont que parce qu'il y a eu une commission de standardisation. Elles ne sont d'ailleurs pas universelles, il y a 3 ou 4 types de prises. C'est la même chose pour la standardisation de quelques modèles universitaires dont l'histoire devrait d'ailleurs être faite par les historiens de l'économie. Ce n'est pas parce qu'on impose des MBA, qui d'ailleurs nous ont conduits à la crise économique dans laquelle nous sommes, que nous sommes en période de globalisation.

La réinvention de l'Université future passe par sa globalisation mais dans un sens tout à fait différent, dans la multiplication des modèles de ce que c'est que globaliser. On aurait alors des alternatives et on entretrait dans une cosmopolitique au sens propre. Le même étudiant se verrait confronté à des modèles différents de création d'une entreprise en Inde ou en France, d'imagination de l'anthropologie religieuse dans un pays où la religion compte et dans un pays où elle ne compte pas. On en est encore infiniment loin. Il n'empêche que c'est une piste que nous explorons ici à Sciences Po. C'est ce que j'appelle la guerre des mondes : ce n'est pas le global qu'il faut enseigner, mais le conflit sur les globalisations qu'il faudrait parvenir à faire sortir.

Ainsi, on pourrait concevoir une école où on enseignerait l'économie, mais aussi l'anthropologie économique : on aurait dans le même temps

l'idée que l'économie s'étend comme un des modèles particuliers de constitution et de compréhension de la valeur, et toutes les alternatives au fait que non, ce ne sont que des standardisations dépendantes d'une métrologie finalement très étriquée. C'est un immense problème que nous ayons une anthropologie économique qui ne soit pas du tout mondialisée. On peut le comparer au problème sur les débats ou l'enseignement du post colonialisme qui n'est pas du tout mondialisé et qui consiste en une critique de l'extension d'un certain type de modèle de compréhension du monde, généralement européo-centrique, par des mondes qui sont eux-mêmes très européo-centriques. On voit bien qu'on est encore infiniment loin de globaliser la constitution même des mondes et de l'enseignement de ce que c'est qu'être dans des mondes qui sont eux-mêmes incompatibles. Et ce pour une raison qui rapproche mes travaux de ceux de Sloterdijk, c'est qu'il faudrait aussi mettre en cause l'idée qu'on partage la même nature. On entre alors dans des tas de problèmes philosophiques et politiques compliqués qui font que l'Université multiculturelle et multinationale n'est pas encore là.

Il me faut préciser que si l'on n'arrive pas à absorber l'extraordinaire multiplicité des mondes, c'est parce qu'on n'a pas les bonnes sciences sociales, qu'on en est encore à des sciences sociales simplistes qui sont l'extension de 3 ou 4 modèles importés du XIX<sup>e</sup> siècle, et là il nous manque l'Institution, l'Université qui les rendraient possibles.

*Est-ce que ce que vous faites  
autour de Gabriel Tarde  
avec notamment votre livre  
L'économie, science  
des intérêts passionnés  
permet d'aborder  
cette problématique ?*

EN PARTIE, OUI. Tarde constitue une alternative aux sciences sociales dominantes. Il nous indique cependant, ce que les historiens de l'économie mettent clairement en lumière aujourd'hui, c'est qu'il y avait des pensées et des économies plus globalisées au tournant du XX<sup>e</sup> siècle qu'au tournant du XXI<sup>e</sup>. Le XX<sup>e</sup> siècle a été un siècle de renationalisation qui nous a fait perdre beaucoup de temps. La façon de Tarde de poser le problème, c'est de dire : « *Vous ne pouvez pas davantage transporter universellement le social que vous ne pouvez transporter la nature* ». Son grand argument consiste à avancer qu'il y a des liens psychologiques, économiques, monétaires et que c'est à partir d'eux qu'il convient d'expliquer la société et non l'inverse.

En revanche, ce qu'il n'a pas résolu, c'est la définition de l'institution qui rendrait cela possible. A mon sens, seules de petites unités de 8 000 à 10 000 étudiants peuvent réinventer ce que c'est que de globaliser la pensée de la globalisation et d'étudier la façon dont les standards se répandent. La standardisation et la métrologie sont la clé de ces affaires de globalisation. Et là on en vient à l'idée de Tarde qu'il est très difficile de construire des alternatives si l'on ne dispose pas d'études sur la façon dont les modèles de globalisation se standardisent et se répandent.

On confond le global avec un local qui se répand. On se dit alors que le monde s'ouvre et qu'il y a des gens, à tel endroit, qui n'ont pas accès aux *case studies* de Harvard. Pour moi, le monde s'ouvre alors, c'est-à-dire qu'il n'est plus rempli. Des alternatives s'ouvrent. Le problème, c'est que nous n'avons pas les sciences sociales qui nous sortiraient de ce que j'appelle les « *globalivernes* ». C'est pour cela que je m'intéresse au retournement que propose Sloterdijk en disant que la globalisation, ce sont des lieux qui ont besoin de *support systems* très particuliers. Voilà qui nous délivre

Une école où  
on multiplierait  
les ressources  
permettant  
d'être global  
commencerait  
à devenir une  
université du  
XXI<sup>e</sup> siècle et  
ne serait plus  
une université  
humboldtienne  
du XIX<sup>e</sup> siècle.

de l'idée qu'il y aurait un monde globalisé auquel il faudrait répondre au moyen d'une éducation globalisée qui se caractérise, en fait, par un appauvrissement, par une diminution de la biodiversité des curriculums qui est stupéfiante. Plutôt que de se précipiter dans les rankings, il faudrait faire le contraire, rediversifier à fond et mettre en avant qu'on fait des choses différentes.

Une université locale aurait alors une vision globale au deuxième degré, une vision des conflits sur ce que c'est qu'être global et, en particulier, dans le domaine de la nature. Un des grands problèmes de la globalisation concernera les définitions de la nature qui vont s'étendre. Quelles seront-elles? Je dis à mes collègues internationalistes qu'avant il y avait des guerres internationales et que nous assisterons désormais à des luttes inter-globales, à des luttes de modèles de globalisation. Pour l'heure, nous n'avons pas les sciences sociales qui absorbent les alternatives à notre modèle de globalisation. Une école où on multiplierait les ressources permettant d'être global commencerait à devenir une université du XXI<sup>e</sup> siècle et ne serait plus une université humboldtienne du XIX<sup>e</sup> siècle.

J'utilise maintenant le terme de « compositionnisme » par opposition à l'universalisme de l'université humboldtienne. A l'époque, il fallait que tous les étudiants puissent suivre l'ensemble des disciplines dans un ordre qui allait des mathématiques aux sciences sociales. Dans le vocabulaire de Sloterdijk, nous ne sommes plus dans un globe qui correspondait à cet ordre, mais dans ce qu'il appelle, de façon un peu excessive, des « écumes ». Ce que nous n'avons pas absorbé, c'est la diversité des mondes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Université pensait établir, au moyen des sciences, le fond commun de l'ensemble des gens qui s'accordaient. Les désaccords seraient sociaux. Mais aujourd'hui, avec les crises écologiques, les désaccords seront aussi sur les mondes naturels. Un nouvel état de dispute est apparu dont ni les politiques, ni encore moins les sciences politiques n'ont pris conscience. Sans parler des institutions universitaires qui partent dans le Golfe créer un campus moderne qui ne sera en rien cosmopolitique!

Le pari que j'ai fait, c'est qu'il est urgent de redéfinir et de développer les sciences sociales, que ça va être un mouvement mondial, et que, dans le paysage français, sans nul doute Sciences Po a les meilleures chances d'y arriver. Parce que les élèves sont sensationnels, parce que le corps professoral est extrêmement diversifié, parce que l'on travaille sur des dispositifs pragmatistes complètement originaux (une nouvelle licence, en fait un *bachelor* original, un médialab...), j'ai pensé que je pouvais y mettre en œuvre, bien sûr très partiellement, le cahier des charges que je viens de vous préciser. ■

*Derniers ouvrages parus :*

*Changer de société, refaire de la sociologie,*  
Editions La Découverte, Paris 2007

*L'économie, science des intérêts passionnés,*  
avec Vincent Antonin Lepinay, Editions La Découverte, Paris 2008

Egalement, *Un monde pluriel mais commun*  
(entretiens avec François Ewald), Editions de l'Aube 2003